

OF 17.08.2024

Déchets nucléaires à Bure : où en est le projet, alors que des protestations ont lieu ce week-end ?

Un festival d'opposants au projet d'enfouissement de déchets nucléaires se tient à Bure (Meuse) ce week-end. Alors que le projet a eu le feu vert du gouvernement et du Conseil d'État il y a plus d'un an, où en est-il aujourd'hui ? On fait le point.



Une vue aérienne du laboratoire installé à Bure (Meuse), prise le 8 août 2024. | JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN / AFP

Le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, dans la Meuse, suscite une grande opposition depuis de nombreuses années déjà. Il vise à enterrer, à 500 mètres sous terre, 85 000 m³ des déchets les plus radioactifs du parc nucléaire français d'ici 2035-2040. Alors qu'un festival contre ce projet se tient ce week-end du 16 au 18 août, on fait le point sur son avancée.

Une longue instruction par l'Autorité de sûreté nucléaire en cours

Le projet Cigéo (Centre industriel de stockage géologique) a été implanté à Bure en 2000. Un feu vert important a eu lieu il y a deux ans. En juillet 2022, le gouvernement a en effet signé la déclaration d'utilité publique du projet, procédure qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur des terrains privés par le biais d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Cette déclaration a été confirmée par le Conseil constitutionnel en octobre puis par le Conseil d'État en décembre 2023. De quoi donner un vrai coup d'accélérateur.

Début 2023, une demande formelle d'autorisation a été déposée. Cette dernière a lancé une longue phase d'instruction par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui devrait encore durer longtemps, puisque la réponse est attendue dans quelques années. « **Ce travail complexe doit durer environ 30 mois, avant une phase de consultation publique, prévue en 2026, qui mènerait à l'obtention**

d'un décret d'autorisation de création à l'horizon 2027 », affirmait à *Ouest-France* en janvier 2023 Pierre-Marie Abadie, directeur général de l'Andra.

Comme le relayait *France 3 à l'époque*, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a également lancé, le 18 mars 2024, des procédures d'expropriation pour obtenir des terrains qui lui manquent sur le site.

L'opposition continue

Le projet continue en tout cas de susciter une forte opposition contre lui. Différents collectifs écologistes et antinucléaires combinent occupation, manifestations et batailles juridiques.

Depuis le vendredi 16 août et jusqu'au dimanche 18, le festival les Bure'lesques des opposants au projet Cigéo se tient pour la quatrième édition à Saint-Amand-sur-Ornain.

« Cigéo, si autorisé un jour, ce seraient environ 300 km de galeries souterraines bourrées d'un cocktail radioactif explosif, composé des déchets hautement et moyennement radioactifs à vie longue, principalement issus de l'industrie nucléaire et dangereux pour plusieurs centaines de milliers, voire millions, d'années. Inutile de dire que le projet provoque de multiples oppositions, citoyennes et scientifiques », déplorent les organisateurs de ce festival. Ces derniers veulent croire que le projet ne verra finalement pas le jour. « **Qu'on se le dise : à ce jour, il n'y a pas de déchets radioactifs à Bure, ni aucune infrastructure pour les accueillir, juste le « laboratoire » de l'Andra** », rappellent-ils.